

sécurité. Plus d'une centaine d'établissements scolaires seront concernés

Ne paniquez pas, c'est un exercice nucléaire!

« Il y a un problème à l'EPR! ». Voilà sommairement ce qu'un message d'alerte via les téléphones portables va annoncer ce jeudi dans une zone « entre 5 et 20 kilomètres » aux alentours de Flamanville. Il s'agira plus précisément d'un incident nucléaire... fictif dans le cadre d'un exercice de sécurité civile visant à tester « l'organisation de l'intervention des services de l'État et des collectivités mais également à sensibiliser la population à identifier les réflexes à adopter et les signaux d'alerte ».

Des personnes « déplacées » vers La Haye-du-Puits

Lors d'une réunion publique, le 29 septembre dernier, la préfecture de la Manche avait présenté l'exercice. Sans trop en dire sur le scénario et l'implication de la population. On sait cependant que de nombreux établissements (118 au total) devraient être concernés, au sein de ce périmètre de 20 kilomètres. Tous les élèves et les personnels seront mis à l'abri, pour l'occasion, dans leur établissement, afin de tester les procédures.

Une centaine d'élèves du collège de Flamanville et d'habitants de Flamanville seront, quant à eux, acheminés par cars vers la commune de La Haye-du-Puits où se situera le Centre d'accueil des impliqués (CAI). En revanche, le reste de la population ne sera pas réellement sollicité.

« Soyons clairs, c'est un exercice. Nous n'allons pas demander à la population de prendre une pastille d'iode, ni de jouer intégralement ce qui s'affichera sur le message », résumait fin septembre le nouveau préfet de la Manche, Marc Chappuis. Et d'ajouter: « L'idée est de pouvoir tester en grandeur réelle un certain nombre de dispositifs, notamment dans les écoles, avec des mises en sécurité. »

Le dernier exercice de ce genre concernant la centrale de Flamanville s'était déroulé en 2022. À l'époque, l'EPR n'avait pas encore démarré...



L'exercice de sécurité civile organisé ce jeudi concernera un incident sur l'EPR de Flamanville. Plus d'une centaine d'établissements scolaires sera notamment concernée. AFP/Lou BENOIST